

## **Déclaration finale issue de la Journée de réflexion organisée à Goma, autour de la question liée à la participation politique de la femme du Nord Kivu, en marge de la journée dédiée à la femme de l'année 2019**

---

Ce samedi 09 Mars 2019, sous l'initiative du Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme, CREDDHO en sigle, les femmes actrices de la Société Civile issues des différentes organisations de la Coordination provinciale du Nord Kivu/Forces vives et les femmes leaders politiques de Goma se sont réunies dans les enceintes du Centre protestant pédagogique RUDOLPH à Goma pour réfléchir autour de la question liée à la participation politique de la femme congolaise et plus particulièrement celles du Nord Kivu.

La présente déclaration donne la teneur des débats et conclusions issus des travaux.

Nous, acteurs de la Société Civile issues **des** différentes organisations de la Coordination provinciale du Nord Kivu/Forces vives ainsi que les femmes leaders politiques de Goma réfléchissant sur la participation politique de la femme congolaise et plus particulièrement celles du Nord Kivu constatons que :

- Les deux premiers cycles électoraux, soit de 2006 et 2011 se sont arrêtés à mi-chemin, avant de parachever avec les élections locales pourtant consacrées aussi par les lois du pays (loi électorale et constitution) ;
- A part le cycle électoral de 2006, tous les deux cycles électoraux suivants notamment ceux de 2011 et de 2018 ont été émaillées des graves irrégularités qui ont occasionnées des troubles et conflits postélectoraux. Le Gouvernement qui s'est légitimement arrogé les Droits de financer tous les scrutins sans appuis extérieurs, n'a pas réussi à faire preuve de sa capacité à surmonter différentes contraintes d'ordre organisationnel, notamment celles liées aux aspects financiers, logistiques et sécuritaires qui ont impacté négativement sur le processus électoral<sup>1</sup>;
- Tout de même, l'organisation de trois cycles électoraux en RDC constitue un acquis pour la RDC et sa population, vu le changement des animateurs des institutions qui est observé, péniblement soit-il, à différents niveaux ;
- L'insécurité généralisée sur l'étendue de la Province du Nord Kivu a été un facteur le plus défavorisant pour la femme du Nord Kivu en général et de manière particulière pour la femme engagée dans la politique, qui n'a pas joui totalement de sa liberté de circulation ;
- Certaines barrières sociales, coutumières et dogmatiques qui sont en contradiction aux valeurs promotrices de la femme continuent à se poser avec acquiescement dans certains milieux, familles et dans la mentalité de certains de nos partenaires hommes. Celles-ci ont favorisé l'isolement et la non considération de la femme dans le processus politique surtout lors de désignation des candidats des partis politiques, et ce malgré les valeurs et potentiels qu'incarnent la femme en faveur de la communauté humaine ;
- Pour tous les cycles électoraux, la participation de la femme n'a pas été encouragée et facilitée tant par l'assemblée nationale que par la plupart des responsables de partis politiques. La femme du Nord Kivu et de la RDC en général n'a pas bénéficié d'une allégeance politique

---

<sup>1</sup> Rapport d'observation électoral (Cenco, Centre Carter, credho)  
Site web : zoom-echo, 5 Novembre 2017;  
<https://www.mediacongo.net>

tenant compte du retard cumulé qu'elle a connu depuis plusieurs décennies avant son intégration dans le combat politique et cela malgré l'existence des instruments internationaux ratifiés par la RDC, et la constitution de la RDC qui consacrent une large représentativité de femmes dans les institutions du pays, plus singulièrement aux échelons de la prise de décision.

- D'après les résultats publiés par la Ceni, l'on a noté pour cette nouvelle législature, seulement 50 femmes qui ont été élues sur les 485 pour l'Assemblée nationale, dont 4 du Nord Kivu. Soit 10 % seulement élues à l'Assemblée nationale, et aucune femme n'a pu remporter la présidentielle de 2018. Aussi dans la période allant de 2006 à 2018, le nombre de femmes élues et nommées n'a pas atteint 20% selon les mêmes sources<sup>2</sup> alors que les femmes congolaises représenteraient 53% de la population nationale selon différents résultats de recherche menées par des organismes internationaux. Un nombre insignifiant qui ne favorise pas la parité 50/50 comme tel est l'esprit de la constitution de notre pays.

Au vue des multiples constats amers ci-hauts évoqués, nous ; femmes Leaders politiques de Goma, toutes tendances confondues et actrices de la Société civile du Nord Kivu présentes aux assises, exprimons notre sentiment de frustration ;

Réitérons notre engagement à assurer sans relâche la la promotion de la femme a tous les niveaux et des valeurs qu'elle incarne dans tous les domaines de la vie et de l'accompagner solidairement là où elle manifesterait la volonté et/ou l'ambition d'exercer son savoir faire ;

Nous affirmons notre volonté de bannir et de combattre, d'où qu'elle proviendrait, toute antivaleur qui serait de nature à dégrader ou à désunir la femme.

Nous exprimons le besoin de revenir dans un bref délai, pour réévaluer de manière plus détaillée la conduite du processus démocratique dans notre pays et de suivre de prêt l'évolution du processus pour les prochaines étapes, notamment les élections municipales et locales, en vue de garantir l'effectivité de la participation politique de la femme congolaise du Nord Kivu et de la RDC en général ;

Encourageons la Ceni de s'amender et s'améliorer, dans l'avenir, dans la conduite du processus démocratique et électoral en particulier afin de consolider la Démocratie, ses valeurs et ses acquis actuels.

Tout compte fait, nous demandons ce qui suit :

#### **Au Président de la République :**

- De faciliter la tenue des élections locales et municipales conformément au calendrier électoral publié par le CENI ;
- D'instruire le Premier ministre, les Gouverneurs et tous les autres responsables des institutions de mettre en application la loi sur la parité pour que la participation politique de la femme soit garantie ;

#### **Au Premier (e) Ministre et le Gouvernement à venir :**

- De vulgariser la politique du Gouvernement sur la parité et la participation politique de la femme et de veiller à sa mise en œuvre ;
- De doter la Ceni des moyens conséquents et cela à temps pour que les élections locales et municipales s'organisent dans un délai imparti ;

---

<sup>2</sup> Digital congo

### **A la Ceni:**

- D'organiser des élections locales et municipales crédibles, transparentes et démocratiques et cela dans le délai ;

### **Au parlement :**

- De voter un budget conséquent qui tient compte de l'organisation prochaine des élections locales et municipales ;
- De bien contrôler l'application par les autres institutions des textes qui encouragent la participation de la femme notamment l'article 14 de la constitution qui consacre la parité entre homme et femme ;

### **Aux Responsables des partis politiques :**

- D'œuvrer pour le bannissement toute sorte d'antivaleurs au sein de leur regroupements et partis politiques tels que la tricherie, la corruption, le tribalisme, la dictature interne et toute formes d'injustice ;
- D'encourager les candidatures de femmes, de les accompagner, dans la mesure du possible sur le plan financier et dans les stratégies ;
- De tenir compte de la représentativité des femmes sur les listes des nominations aux postes des décisions ;
- De gérer de manière juste les divergences au sein de leurs regroupements et partis politiques afin de juguler de manière juste tous les malentendus issus de contentieux électoraux passés dont certains auraient pénalisé les femmes ;

### **Aux Responsables des organisations de la société civile ;**

- De focaliser leurs activités vers la sensibilisation de filles pour leur implication dans les activités citoyennes et politiques et susciter leurs ambitions quant à ce ;
- De multiplier les séances d'échange entre les femmes actrices de la Société Civile et les actrices politiques ;
- De faire le suivi de la présente déclaration.

**Fait à Goma, le 9 Mars 2019**

### **Les participants**

**Voir la liste en annexe**